

Conférence de Saïd Khelil à Tizi Gheniff (Tizi Ouzou)

“Le statut de langue nationale pour tamazight est insuffisant”

© Liberté | Lundi 28 avril 2014 | 09:50

Ghilès O.

Dans le cadre de la commémoration du 34e anniversaire du Printemps berbère et du 13e anniversaire du Printemps noir, l'association Ikhoulaf, Les Rameaux de Khloundja, un village situé à la périphérie de Tizi Gheniff (54 kilomètres au sud de Tizi Ouzou), a concocté un programme pour marquer cet anniversaire : mini-marathon, exposition de coupures de journaux et autres documents sur ces événements, pièce théâtrale et gala artistique.

Avant-hier, l'occasion a été donnée au docteur Saïd Khelil, ancien détenu d'Avril 80 et membre du Mouvement culturel berbère (MCB), d'animer une conférence devant une foule nombreuse sur la place du village baptisée place des Victimes du Printemps noir. Le conférencier reviendra sur la question identitaire évoquant tout d'abord “la crise berbériste de 1949” en passant en revue toute la genèse des événements du Printemps 1980 pour revenir enfin sur les événements du Printemps noir de 2001. L'invité de Tizi Gheniff dira que le combat mené par les animateurs du mouvement amazigh était non seulement pour l'officialisation de tamazight, mais aussi pour les libertés démocratiques et les droits de l'Homme en Algérie, au moment où l'oppression s'abattait sur tous les militants qui soulevaient ces idées. Il reconnaîtra que le combat a été long, mais il a obtenu tout de même des résultats qui méritent d'être consolidés. “Certes, tamazight est reconnue langue nationale, mais cela reste toujours insuffisant. Nous devons tous œuvrer pour son officialisation”, estimera-t-il. Et de poursuivre : “Sans ce statut, elle ne sera pas prise comme il se doit. Aujourd'hui, bien qu'elle soit enseignée, elle est toujours facultative. Une fois devenue officielle, les pouvoirs publics devront lui donner les moyens : financement, création de l'académie berbère, centre de recherche.” Dans notre pays, dira l'orateur, son officialisation est liée aussi aux autres libertés citoyennes (démocratie, culture et droits de l'Homme). “Ce 34e anniversaire du Printemps berbère a été marqué par de nombreuses activités, mais force est de constater que la marche du 20 avril à laquelle ont pris part les anciens d'Avril 80 a été réprimée. C'est une provocation de plus. Nous ne devons pas répondre par la violence car nous avons les élites qui sont en mesure de lutter dans un cadre pacifique”, jugera Saïd Khelil en réponse aux différentes interrogations au sujet de l'interdiction de la marche. “Ils disent que la marche n'a pas été interdite. Je me demande ce que faisaient les cordons des services de sécurité déployés ce jour-là devant le portail de l'université”, expliquera-t-il son avis devant le public. Pour ceux qui l'ont interpellé sur la démarche des organisateurs de la marche du 15 avril, en fin homme politique, il répondra qu'il respecte les idées des uns et des autres. “L'essentiel pour nous est de rentabiliser cette diversité pour servir les démarches à entreprendre pour continuer le combat. Cette année, j'ai remarqué le retour d'anciens animateurs du Mouvement culturel berbère parce que notre pays traverse une étape cruciale avec des lendemains incertains. C'est de bon augure”, fera-t-il remarquer à ce sujet. “Il est donc temps de trouver un compromis pour poursuivre ce combat en associant toute cette jeunesse consciente des enjeux”, poursuivra le conférencier à qui de nombreuses autres questions ont été posées.